

# 3<sup>e</sup> trimestre 2024 : en Bretagne, l'emploi salarié reste stable mais l'intérim poursuit son repli

Insee Conjoncture Bretagne • n° 52 • Janvier 2025

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'emploi salarié reste stable en Bretagne et progresse légèrement au niveau national. Dans la région, le secteur du tertiaire marchand crée des emplois, alors que ceux de l'industrie et de la construction sont atones. L'emploi dans le tertiaire non marchand recule pour la première fois depuis 2022 et l'intérim se contracte pour le deuxième trimestre consécutif.

Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise également. Il augmente pour les demandeurs d'emploi sans activité mais diminue parmi ceux exerçant une activité réduite. Le taux de chômage en Bretagne, égal à 6,0 % de la population active, redevient le plus faible des régions françaises avec celui des Pays de la Loire et reste nettement inférieur au taux national (7,4 %).

Le nombre d'entreprises créées entre fin juin et fin septembre 2024 augmente, tout comme celui des défaillances sur un an. Dans la construction, les mises en chantier poursuivent leur redressement mais les permis de construire sont en net repli. Enfin, comparée au niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2023, la fréquentation des hébergements collectifs touristiques recule de 5,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2024. Cette baisse est due à un recul de la clientèle résidant en France dans les campings et dans les hôtels.

## L'emploi salarié est stable au 3<sup>e</sup> trimestre mais reste en hausse sur un an

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'emploi salarié total demeure stable en Bretagne (+0,1 % après -0,0 %) ► **figure 1**. En France hors Mayotte, l'emploi augmente légèrement (+0,2 %) par rapport au trimestre précédent.

Fin septembre 2024, 1 329 500 emplois salariés sont dénombrés en Bretagne. Entre fin juin et fin septembre 2024, l'emploi salarié privé affiche une progression de 2 500 emplois (+0,2 %) dans la région. Dans le même temps, l'emploi salarié public diminue de 1 800 emplois (-0,6 %), après sept trimestres consécutifs de hausse. À la fin du 3<sup>e</sup> trimestre, 1 014 900 salariés bretons travaillent dans le secteur privé et 314 600 dans le public. Les salariés du secteur privé représentent ainsi plus des trois quarts (76,3 %) des salariés de la région.

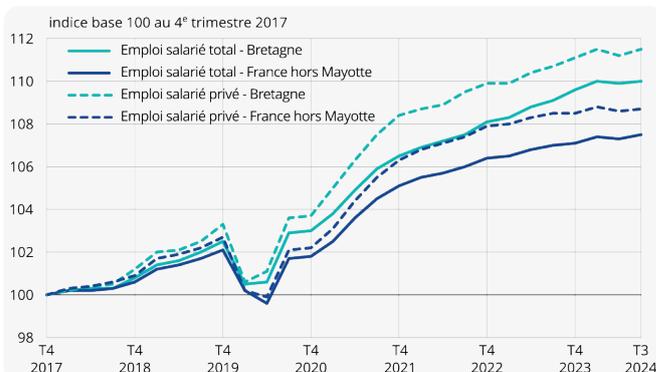
Avec 10 800 emplois supplémentaires en un an (+0,8 %), la Bretagne présente le 2<sup>e</sup> taux de croissance de l'emploi salarié total le plus élevé des régions métropolitaines, juste après Provence-Alpes-Côte d'Azur (+0,9 %). En France hors Mayotte, la croissance de l'emploi total s'élève à +0,5 %. L'activité, mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs, croît de 0,6 % dans la région au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 par rapport au même trimestre de 2023. En France, elle progresse plus faiblement (+0,3 %).

## L'emploi intérimaire poursuit son repli

En Bretagne, au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'intérim perd de nouveau des emplois (-400 emplois, soit une baisse de 0,8 %), à un rythme cependant moins important que lors du trimestre précédent (-1 000 emplois, soit une baisse de 2,3 %) ► **figure 2**. En France hors Mayotte, le nombre d'emplois dans l'intérim se contracte de nouveau également (-0,9 %, soit -6 300 intérimaires), après un recul plus marqué au trimestre précédent (-2,3 %) ; il s'agit du septième trimestre consécutif de baisse.

Ventilé par secteur utilisateur, l'emploi intérimaire breton au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 perd 100 emplois dans l'industrie hors industrie agroalimentaire (IAA), compensés toutefois par une

### ► 1. Évolution de l'emploi salarié

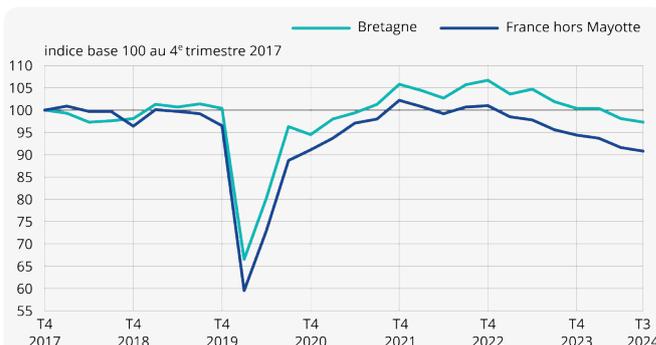


Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

### ► 2. Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

augmentation du même ordre dans les IAA. L'intérim gagne 100 emplois dans la construction, après un recul de 200 emplois au trimestre précédent. Dans le tertiaire marchand, l'emploi intérimaire diminue légèrement (-100 emplois), malgré une augmentation de 200 emplois dans le commerce. L'intérim se contracte également dans l'agriculture (-100 emplois) et dans le tertiaire non marchand (-200 emplois).

En un an, l'emploi intérimaire baisse de 4,6 % en Bretagne (-2 000 emplois). Le repli est particulièrement marqué dans l'industrie hors IAA (-10,4 %, soit -900 emplois) et dans la construction (-6,4 %, soit -500 emplois). En France hors Mayotte, l'emploi intérimaire recule de 5,1 %, essentiellement dans les mêmes secteurs qu'en Bretagne : industrie (-7,9 %) et construction (-7,1 %).

### L'emploi augmente légèrement dans le tertiaire marchand hors intérim mais diminue dans le non marchand

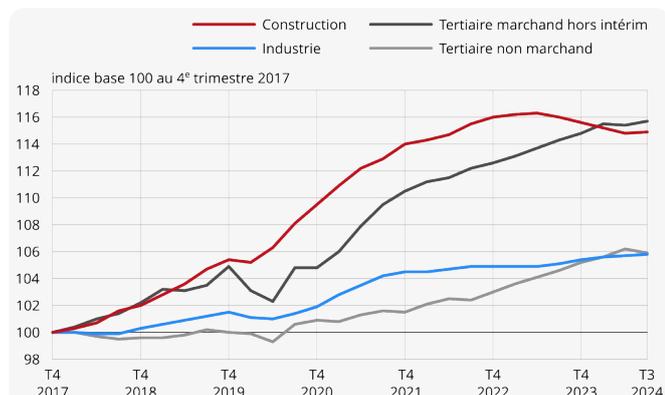
Entre fin juin et fin septembre 2024, l'emploi salarié dans le **tertiaire marchand hors intérim** croît légèrement en Bretagne (+0,2 %, soit +1 300 emplois), après avoir été stable au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 ► [figure 3](#). En un an, ce secteur gagne 6 500 emplois et progresse ainsi de 1,2 %. Au niveau national, l'emploi est quasi stable (+0,1 %) en trois mois et progresse de 0,5 % en un an.

Au sein de ce secteur, l'emploi augmente nettement dans l'**hébergement-restauration** au 3<sup>e</sup> trimestre 2024. Ce sous-secteur crée 700 emplois supplémentaires en trois mois (+1,2 %) et 1 200 en un an (+2,1 %). Les **services aux entreprises hors intérim** apparaissent également très dynamiques avec 500 emplois créés en un trimestre (+0,4 %) et surtout 2 600 en un an (+2,2 %). Le **commerce** gagne 500 emplois en trois mois (+0,3 %) et 800 en un an (+0,5 %), et les **activités financières et d'assurance** 100 emplois en un trimestre (+0,3 %) et 900 en un an (+2,3 %). Le nombre d'emplois dans les **services aux ménages** est quasi stable sur trois mois mais augmente de 900 en un an (+1,6 %). Les sous-secteurs du **transport et entreposage** et de l'**information et communication** perdent des emplois (respectivement -300 et -100) au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 mais, sur un an, ils affichent chacun une augmentation de 0,7 %. Seul le sous-secteur des **activités immobilières** connaît une baisse de ses effectifs à la fois sur trois mois (-0,2 %) et sur un an (-4,6 %).

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'emploi dans le secteur **tertiaire non marchand**<sup>1</sup> se replie en Bretagne, après une période de croissance ininterrompue à partir de fin 2022. Sur trois mois, 1 000 emplois y ont été supprimés (-0,2 %), notamment dans l'**administration publique**. Toutefois, sur un an, l'emploi progresse de 1,3 % dans la région. En France, la croissance de l'emploi dans ce secteur, observée elle aussi depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2022, se poursuit au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (+0,4 %). Sur un an, la hausse de l'emploi y est de 1,3 %, comme en Bretagne.

1 - Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

### ► 3. Évolution de l'emploi salarié par secteur - Bretagne



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié hors intérim.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

### L'emploi se stabilise dans l'industrie et la construction

Entre fin juin et fin septembre 2024, l'emploi salarié dans l'**industrie** est quasi stable (+0,1 %) avec 100 emplois supplémentaires. En un an, ce secteur crée 1 200 emplois, soit une progression de 0,7 %. En France, l'emploi industriel est également stable sur trois mois et progresse de 0,7 % en un an.

L'emploi dans l'**industrie agroalimentaire**, qui représente quatre emplois industriels sur dix en Bretagne, affiche une hausse de 0,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2024. En un an, l'augmentation est de 1,0 %, soit 700 emplois supplémentaires. Le sous-secteur de l'**énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage** continue de créer des emplois (+100 en un trimestre et +500 sur un an). Dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines**, l'emploi se stabilise sur trois mois mais reste en hausse sur un an (+1,2 %). À l'inverse, le nombre d'emplois dans la **fabrication d'autres produits industriels** diminue sur trois mois (-0,3 %) et sur un an (-0,5 %). Dans la **fabrication de matériels de transport**, l'emploi est quasi stable sur trois mois et en faible hausse sur un an.

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'emploi dans le secteur de la **construction** se stabilise en Bretagne, après avoir connu quatre trimestres consécutifs de baisse. En un an, ce secteur a perdu 1,0 % de ses emplois dans la région (-800) et 1,5 % au niveau national.

Dans l'**agriculture**, l'emploi repart à la hausse entre fin juin et fin septembre 2024, avec 600 créations nettes d'emplois (+2,3 %). En un an, l'emploi salarié dans ce secteur augmente en Bretagne, tandis qu'il est stable au niveau national.

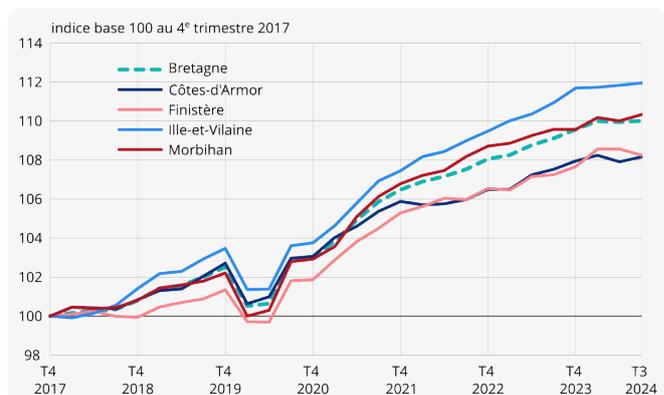
### L'emploi progresse légèrement dans le Morbihan et les Côtes-d'Armor

Entre fin juin et fin septembre 2024, l'emploi salarié augmente de 0,3 % dans le Morbihan, soit un gain de 800 emplois ► [figure 4](#). L'essentiel de cette hausse concerne le tertiaire marchand hors intérim (+0,7 %, soit +700 emplois), mais l'industrie apparaît également dynamique avec une augmentation de 200 emplois. À l'opposé, le tertiaire non marchand est en repli de 0,3 % (-300 emplois). Dans les Côtes-d'Armor, l'emploi salarié croît de 0,2 % (+500 emplois), là aussi principalement grâce à la hausse dans le tertiaire marchand hors intérim (+0,6 %, soit +400 emplois). L'emploi est également en augmentation dans le tertiaire non marchand (+0,2 %, +100 emplois), alors qu'il baisse de 2,6 % dans l'intérim (-200 emplois).

L'emploi en Ille-et-Vilaine suit la tendance régionale (+0,1 %), avec des hausses principalement dans le tertiaire non marchand (+400 emplois) et le tertiaire marchand hors intérim (+200 emplois), alors que l'intérim baisse notablement (-200 emplois). Le Finistère est le seul département breton présentant une baisse de l'emploi salarié (-0,3 %, soit -1 000 emplois), avec notamment une baisse de 1,0 % des emplois salariés dans le tertiaire non marchand.

Entre fin septembre 2023 et fin septembre 2024, l'emploi salarié reste en hausse dans les quatre départements bretons. La croissance annuelle de l'emploi est plus élevée dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine (+0,9 %), dépassant le niveau régional. Dans le Morbihan et les Côtes-d'Armor, l'emploi augmente

### ► 4. Évolution de l'emploi salarié total par département



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

respectivement de 0,7 et 0,6 % sur un an. Ainsi, l'emploi progresse en un an de 4 400 en Ille-et-Vilaine, 3 300 dans le Finistère, 1 900 dans le Morbihan et 1 200 dans les Côtes-d'Armor. Dans les quatre départements de la région, le tertiaire marchand hors intérim et le tertiaire non marchand sont les secteurs les plus dynamiques. Inversement, dans l'intérim, l'emploi baisse notablement dans les Côtes-d'Armor (-8,3 %), en Ille-et-Vilaine (-6,8 %) et dans le Morbihan (-4,2 %), alors qu'il est en augmentation dans le Finistère (+2,6 %).

### Le taux de chômage est quasi stable à 6,0 %

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 6,0 % de la population active au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 ▶ [figure 5](#). Il se situe au même niveau qu'un an auparavant. Il redevient le plus bas des régions françaises, à égalité avec celui des Pays de la Loire. Le taux de chômage se situe à 7,4 % de la population active en France hors Mayotte et à 7,2 % en France métropolitaine.

Dans chacun des départements bretons, le taux de chômage est quasi stable ce trimestre. Il s'établit à 5,9 % en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan, 6,2 % dans le Finistère et 6,3 % dans les Côtes-d'Armor.

#### Avertissement sur les demandeurs d'emploi en fin de mois

Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été initiée en avril 2023 dans 18 territoires puis étendue en mars 2024 à 29 nouvelles zones, portant à 47 le nombre de territoires concernés (au niveau national) par l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA. Elle conduit à enregistrer progressivement à France Travail l'ensemble des BRSA de ces territoires. Fin septembre 2024, cette expérimentation concerne environ 41 700 personnes, dont 27 400 sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi. Les effets du déploiement de cette expérimentation se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2024.

Des informations complémentaires sont disponibles sur la dernière publication [Dares Indicateurs](#).

### Le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité inscrits à France Travail (catégorie A) augmente de 0,4 % en Bretagne, un peu plus qu'en France hors Mayotte (+0,2 %). Sur un an, cette demande d'emploi est stable dans la région comme en France. Le nombre de personnes inscrites à France Travail ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) diminue de 0,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre en Bretagne, tandis qu'il augmente de 0,3 % en France. Au total, la demande d'emploi globale (catégories A, B, C) se maintient ce trimestre en Bretagne (+0,1 %). Elle croît légèrement au niveau national (+0,2 %). Dans le même temps, les offres d'emplois collectées par France Travail en Bretagne sont plus nombreuses qu'au trimestre précédent (+8,5 %). Comparé au 3<sup>e</sup> trimestre 2023, leur nombre augmente dans la région (+3,2 %) mais baisse nettement en France (-10,1 %).

Par classe d'âge, la demande d'emploi est quasi stable chez les 25-49 ans au 3<sup>e</sup> trimestre 2024. La tendance est à la baisse chez les jeunes de moins de 25 ans (-0,7 %). À l'inverse, les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus sont plus nombreux qu'au trimestre précédent (+0,9 %). Sur un an, les effectifs augmentent dans ces trois classes d'âge, en particulier chez les plus âgés (+2,1 %). Par ailleurs, le nombre de demandeurs

## ► 5. Taux de chômage



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

### Encadré - Le nombre d'allocataires du RSA est stable, celui des foyers allocataires de la prime d'activité augmente

Fin septembre 2024, 59 300 personnes sont allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en Bretagne. En trois mois, ce nombre est quasi stable dans la région, tandis qu'il augmente légèrement en France (+0,3 %). Sur un an, la tendance est à la quasi-stabilité en Bretagne comme au niveau national.

Fin septembre 2024, 232 700 foyers bénéficient de la prime d'activité en Bretagne. Cette prime est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs percevant des revenus modestes. Le nombre de foyers concernés augmente de 3,8 % dans la région au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, un peu plus qu'en France. Sur un an, la hausse est également plus prononcée en Bretagne qu'au niveau national (+1,4 % contre +0,7 %).

d'emploi de longue durée continue d'augmenter au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (+0,4 % après +0,3 %), pour atteindre un niveau supérieur de 2,1 % à celui observé un an auparavant. Ils représentent désormais 44,8 % des inscrits de catégorie A, B ou C, soit 0,5 point de plus qu'un an auparavant.

Au niveau départemental, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A, B ou C) augmente dans le Finistère au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (+0,4 %). Il est quasi stable en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan et diminue dans les Côtes-d'Armor (-0,3 %). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est stable dans les Côtes-d'Armor. Dans les trois autres départements bretons, la tendance est à la hausse, notamment en Ille-et-Vilaine (+2,2 %). Parallèlement, les offres d'emploi collectées par France Travail diminuent fortement dans les Côtes-d'Armor (-10,0 % en un an), alors qu'elles sont en augmentation dans les trois autres départements de la région, en particulier en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère (respectivement +7,6 % et +7,3 % en un an).

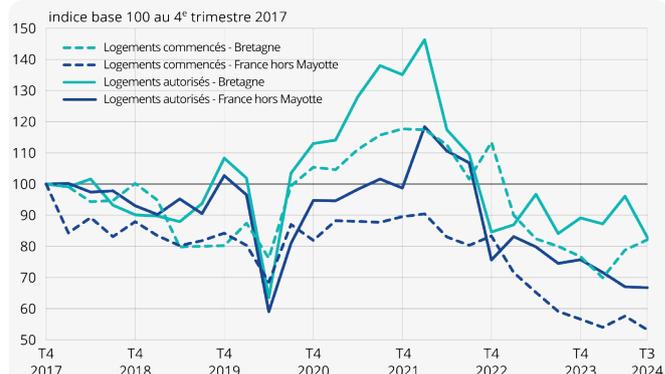
### Les mises en chantier poursuivent leur progression, mais les permis de construire sont en net repli

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, les mises en chantier de logements neufs continuent d'augmenter en Bretagne, mais dans une moindre mesure ▶ [figure 6](#). Elles progressent de 7,3 % par rapport au trimestre précédent (après +12,5 %). La construction de logements collectifs ou en résidence porte la croissance régionale, tandis que le nombre de logements individuels mis en chantier continue de diminuer. En France, après un regain observé d'avril à juin 2024, le nombre total de logements commencés repart à la baisse (-3,9 %).

Sur un an, entre octobre 2023 et septembre 2024, 19 300 logements ont été mis en chantier en Bretagne, soit 3 600 de moins que le cumul d'octobre 2022 à septembre 2023. Cette baisse (-15,6 %) est toutefois moins prononcée qu'au niveau national (-20,7 %).

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, les permis de construire sont en net repli dans la région (-14,9 %), alors qu'ils se stabilisent en France. Par rapport au trimestre précédent, les logements collectifs chutent fortement, tandis que le nombre de logements individuels augmente légèrement.

## ► 6. Évolution du nombre de logements



Notes : Données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle estimée.

Source : SDES, Sitadel.

En un an, 23 700 permis de construire ont été délivrés en Bretagne, soit un volume comparable au cumul d'octobre 2022 à septembre 2023 (+0,1 %). Au niveau national, les autorisations de construction continuent de diminuer (-10,5 %).

## La fréquentation touristique baisse dans les campings et les hôtels

En Bretagne, au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, la fréquentation des hébergements collectifs touristiques recule de 5,4 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2023, pour s'établir à 14,3 millions de nuitées. Dans les campings, qui concentrent 70 % des nuitées totales enregistrées de juillet à septembre, la baisse s'élève à 4,8 %, soit 507 000 nuitées en moins. Les hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme (AHCT) enregistrent aussi une diminution de leur fréquentation (respectivement -5,9 % et -8,0 %).

Le repli de la fréquentation touristique en Bretagne est dû au recul de la fréquentation des touristes résidant en France. Représentant encore plus des trois quarts des nuitées, ils sont toutefois moins présents dans les hôtels (-5,6 %), les campings (-7,2 %) et les AHCT (-9,1 %) de la région. À l'inverse, la fréquentation de la clientèle non résidente est en légère hausse (+1,1 %), portée par l'hôtellerie de plein air (+3,5 %).

Par rapport à 2023, la fréquentation baisse nettement en juillet et en septembre dans tous les hébergements collectifs touristiques. Seuls les campings enregistrent une légère hausse du nombre de nuitées en août (+1,0 %), qui ne compense pas le recul observé en juillet (-9,8 %) et en septembre (-11,0 %).

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, en France métropolitaine, la fréquentation des hébergements collectifs touristiques représente près de 204 millions de nuitées, soit une diminution de 1,6 % sur un an. La baisse de fréquentation concerne aussi bien les AHCT (-3,5 %) que les hôtels (-2,7 %). Dans les campings, le nombre de nuitées est quasi stable (-0,3 %).

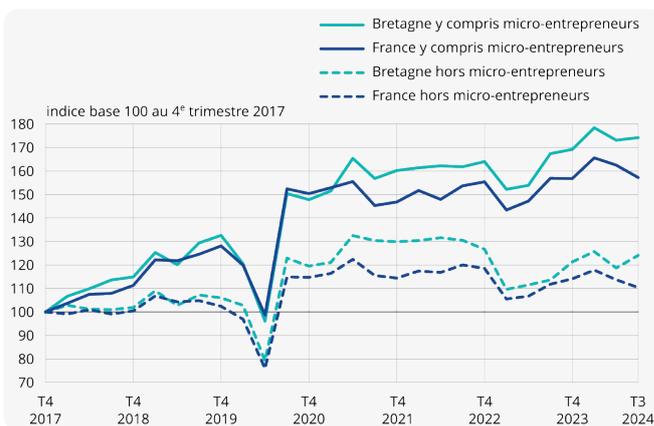
### Contexte national - L'activité suspendue à un regain de confiance

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'activité a accéléré en France (+0,4 % après +0,2 %), portée par le soutien ponctuel, de l'ordre de 0,2 point de PIB, des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP). La demande intérieure a augmenté grâce à la progression de la consommation des ménages et au dynamisme sans faille de celle des administrations, alors que la baisse de l'investissement s'est poursuivie. Le commerce extérieur a légèrement pesé sur l'activité : les importations ont reculé, mais les exportations plus encore, en particulier pour les produits manufacturés. En prévision, l'activité marquerait le pas au quatrième trimestre 2024 (0,0 %) par contre-coup des Jeux Olympiques et Paralympiques, puis croîtrait faiblement au premier semestre (+0,2 % par trimestre). L'acquis de croissance pour 2025 à mi-année serait modeste à +0,5 %.

### Contexte international - Dans la zone euro, la reprise s'essouffle déjà

Au 3<sup>e</sup> trimestre, la zone euro a connu une croissance en trompe-l'œil (+0,4 % après +0,2 %). Si la vigueur de l'économie espagnole ne se dément pas, l'activité est restée à l'arrêt en Italie et en Allemagne, tandis qu'elle a accéléré en France sous le seul effet des Jeux Olympiques et Paralympiques. Sur le continent européen, la reprise qui s'esquissait depuis le début de l'année 2024 s'essouffle déjà et la convalescence se prolonge. Le contraste est frappant entre la morosité du Vieux Continent et l'insolente santé de l'économie américaine, où la croissance se maintient à un rythme élevé (+0,7 % à l'été après +0,7 % au printemps).

## ► 7. Créations d'entreprises



Note : Données CVS-CJO.

Champ : Ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, SIDE.

### Les créations d'entreprises sont en hausse, les défaillances également

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 10 400 entreprises ont été créées en Bretagne, réparties en 6 300 micro-entrepreneurs et 4 100 entreprises classiques (sociétés ou entreprises individuelles).

► **figure 7.** Ce chiffre augmente par rapport au trimestre précédent (+0,6 % après -3,0 % au 2<sup>e</sup> trimestre). En France, le nombre de créations d'entreprises recule de 3,3 %, après -1,9 %. Dans la région, le léger sursaut est surtout visible parmi les entreprises classiques (+4,5 % après -5,6 %). Le secteur du commerce, transports, hébergement-restauration est particulièrement concerné (+8,4 % après -0,1 %).

En un an, le nombre d'entreprises créées en Bretagne augmente de 4,0 %. Cette hausse est due au dynamisme des immatriculations d'entreprises classiques (+9,3 %). Dans l'industrie, les créations sont en forte hausse (+23,5 %), alors qu'elles diminuent légèrement dans la construction. En France, le nombre d'entreprises créées est stable (+0,2 % en un an).

Dans la région, 2 400 défaillances d'entreprises ont été comptabilisées en un an, entre octobre 2023 et septembre 2024, contre 2 000 sur la même période un an auparavant. Cette hausse de 22,2 % est inférieure à celle observée au niveau national (+24,1 %). En Bretagne, de fortes augmentations des défaillances sont constatées dans les secteurs du commerce et réparation automobile (+31,3 %), de l'hébergement-restauration (+31,1 %) et de la construction (+26,2 %).

Jean-Marc Lardoux, Christelle Marcault (Insee)

### ► Pour en savoir plus

- Insee, « [Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne](#) », Chiffres-clés.
- Insee, « [L'activité suspendue à un regain de confiance](#) », Note de conjoncture, décembre 2024.
- Insee, « [Au troisième trimestre 2024, l'emploi salarié est quasi stable ou en légère hausse dans toutes les régions](#) », Informations rapides n° 2025-3, janvier 2025.
- Insee, « [Au troisième trimestre 2024, l'emploi salarié est en légère hausse \(+0,2 %\)](#) », Informations rapides n° 2024-295, novembre 2024.
- Insee, « [Au troisième trimestre 2024 le taux de chômage est quasi stable, à 7,4 %](#) », Informations rapides n° 2024-279, novembre 2024.

Insee Bretagne  
35, place du Colombier  
35044 RENNES cedex

Directrice de la publication :  
Nathalie Caron

Maquette :  
Nathalie Noël

Bureau de presse :  
02 99 29 34 90

Rédactrice en chef :  
Marion Julien-Levantisid

✉ @InseeBretagne  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

ISSN 2416-9110  
© Insee 2025  
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur

